

**Déclaration unitaire des organisations syndicales représentées  
au Comité Technique Paritaire Académique  
Aix Marseille : Mercredi 26 mars 2008  
FSU – UNSA – FO – CGT**

Les organisations syndicales dénoncent les conditions de préparation de la rentrée 2008 avec 11 000 suppressions dans l'Education Nationale (dont 9 800 pour le seul second degré et 1 100 pour le personnel administratif).

Cela porte à 30 000 le nombre de postes d'enseignants supprimés depuis 2002, sans compter les emplois de surveillants qui ont également disparu et le problème de la précarité (assistants d'éducation, contrats d'avenir, contractuels enseignants...) qui ne cesse de s'aggraver.

D'ici 2012, 80 000 emplois doivent être supprimés dans l'Education Nationale et 160 000 dans la Fonction Publique.

Nous disons avec force qu'une telle politique sacrifie le service public d'éducation, avec comme conséquence inéluctable l'aggravation des inégalités scolaires et sociales mais aussi la privatisation et la marchandisation de l'école.

*Motion mise aux voix par les organisations syndicales*

*Le Comité Technique Paritaire Académique d'Aix-Marseille se prononce contre les dispositions arrêtées pour la rentrée 2008 eu égard aux très nombreuses suppressions de poste qui mettent en péril le service public d'éducation.*

*Pour : 10 voix (les représentants des personnels)*

*Contre : 10 voix (les représentants de l'administration, sur consigne du Recteur)*